



Le 8 mars

Journée internationale de luttes des femmes pour leurs droits

Rassemblement 15h

Fontaine des Innocents - Paris/les-Halles

Le 8 mars 2008 se situe dans un contexte politique très inquiétant de remise en cause des droits des femmes et de leurs acquis, partout, en Europe et dans le monde. Les revendications concernant les droits des femmes participent des droits humains fondamentaux sans lesquels aucune société ne peut être considérée comme juste, égalitaire et démocratique. Comme chaque année à cette date, nous rendons visible la force de notre solidarité avec toutes les femmes de France et des autres pays dans lesquels elles sont en butte aux discriminations et aux violences.

NOUS NE VOULONS PLUS SUBIR

Dans la sphère privée comme publique :

- Les violences conjugales à cause desquelles, en France, une femme meurt tous les trois jours !;
- Les viols : 48 000 femmes sont violées chaque année en France ;
- Les mariages forcés, mutilations sexuelles, et diverses formes d'esclavage comme la prostitution ;

Dans le monde du travail, les inégalités professionnelles entre les femmes et hommes qui s'aggravent et le Code du travail qui est peu à peu démantelé. Les femmes représentent :

- 80 % des salariés pauvres (payées en dessous du Smic) ;
- 57 % des chômeurs et chômeuses non indemnisés-es inscrit-es à l'ANPE ;
- 83 % des emplois à temps partiel, la plupart imposés et avec des horaires flexibles ;
- 60 % des emplois aidés ou en CDD...

Dans le monde politique ;

- La sous-représentation des femmes dans les instances politiques malgré la loi sur la parité.

NOUS LUTTONS POUR

- L'adoption et la mise en œuvre de la loi cadre contre les violences proposée par le CNDF ;
- L'application du droit à l'avortement reconnu par la loi ; l'arrêt des tentatives de criminaliser l'IVG en accordant un statut juridique à l'embryon par l'inscription à l'Etat civil d'un foetus quel que soit son stade de développement ;
- Le remboursement par la Sécurité Sociale de tous les moyens de contraception ;
- Un emploi stable à plein temps pour celles qui le souhaitent ; l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes ; l'augmentation du pouvoir d'achat ; l'arrêt de la remise en cause du Code du travail ;
- Le droit à un logement décent avec un loyer accessible ; l'application de la loi de réquisition ;
- Un service public de la petite enfance ; la gratuité et le développement des crèches ;
- La cessation des rafles et des enfermements en centres de rétention dont sont victimes de nombreuses femmes immigrées ; un statut d'autonomie pour les femmes migrantes et le droit d'asile pour les femmes persécutées dans leurs pays ; la régularisation des sans-papiers ;
- La liberté de choisir sa sexualité ;
- La défense de la laïcité, contre l'ingérence du religieux dans le politique, contre tous les intégrismes religieux ;
- Le règlement pacifique des conflits avec une place prépondérante pour les femmes et leurs associations dans les processus de paix.

La solidarité avec les femmes du monde entier est notre force !

Premières signatures : Marche Mondiale des Femmes France, Collectif National Droits des Femmes, CADAC, Collectif féministe "Ruptures", Femmes Solidaires, Chiennes de Garde, La Meute, Encore Féministes, Organisation de Femmes Egalité , Coordination Lesbienne en France, ACTIT, Comité des Femmes Kurdes à Paris, UFCS, Collectif des Femmes iraniennes résidentes à Paris, Mères pour la Paix, Initiative Féministe Européenne, Sos-Sexisme, APEL (association pour l'égalité), Atalante vidéos féministes, Mouvement Jeunes Femmes, L'Assemblée des femmes IDF), Choisir la Cause des Femmes, Groupe Femmes de Turquie/L'ACORT, Ligue des Femmes iraniennes pour le Démocratie (LFID), Mouvement démocratique des femmes en Europe, Section française de la LIPFL (Ligue internationale de Femmes pour la paix et la liberté), Mix-Cité Paris, UFMF (Union Femmes, Mères Féministes, Si les femmes comp- taient, Collectif féministe contre le viol, Fédération française des Centres LGBT (lesbiens, gais, bi et trans)...

UFAL, LDH , ATF-Association des Tunisiens en France, Réseau Stop Précarité, Tjenbé Rèd, UNEF, Union syndicale Solidaires, Amis de la Commune de Paris (1871)...

Parti Communiste Français, Les Alternatifs, LCR...